

## RETRAIT À L'INITIATIVE DU **DEMANDEUR D'UN** PERMIS DE CONSTRUIRE

PRONONCÉ PAR LE MAIRE

**AU NOM DE LA COMMUNE** 

DOSSIER N°PC 062040 25 00018

Date de dépôt : 03/07/2025

Dossier déposé complet le 03/07/2025

Demandeur: Christophe MISLANGHE Surface de plancher existante:

 $m^2$ 

Demeurant à :

118 Rue de Calais

Surface de plancher créée :

 $m^2$ 

62500 Saint-Omer

Pour:

Travaux et extension d'un immeuble de commerce et Surface de plancher démolie :

 $m^2$ 

d'habitation

Sur un terrain sis:

84 Avenue du Général de Gaulle

Destination:

habitation,

62510 Arques

commerce et

activités de service

Référence(s)

F225

Nombre de logements

0

cadastrale(s):

Superficie du terrain :

409,00 m<sup>2</sup>

Nombre de logements

démolis:

créés:

Le Maire,

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, approuvé en date du 24/06/2019,

Vu la demande d'annulation formulée par le demandeur en date du 17/10/2025,

## **ARRÊTE**

## Article 1 : Le permis de construire susvisé est annulé.

Fait à Arques,



Maire de la commune d'ARQUES Benoît ROUSSEL

11NEORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

## **DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

MISLANGHE Christophe 118, rue de Calais 62500 Saint-Omer

Je soussigné, MISLANGHE Christophe, agissant en qualité de propriétaire, ai déposé en date du 3 juillet 2025 une demande de permis de construire référencée sous le numéro PC 0620402500018, concernant un projet situé au 84, avenue du Général De Gaulle - 62510 ARQUES.

Par la présente, je vous informe de ma décision de retirer cette demande de permis de construire, avant toute décision d'autorisation ou de refus.

Je vous saurai gré de bien vouloir prendre acte de ce retrait et d'en informer, le cas échéant, les services ou commissions concernés.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

A faire valoir ce que de droit,

Vu pour être annexé à l'arrêté municipal de ce jour

MISLANGHE Christophe

Arques le 17 OCT, 2025

Monsieur le Maire